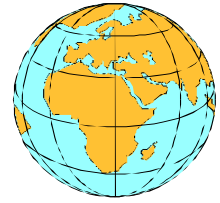




Rue Hector Blondiau, 22 7070 Mignault (Belgium)



EUROPE

FR. **Brasseur Jean-Paul** 32 (0) 499 35 85 72
DE, FR, EN **Meyer Joseph** 32(0) 475 55 13 94
NL, EN, FR **Nollen Paul** 32 (0)3 651 75 28

www.vivanteurope.org

« Libérer le travail en le détaxant et financer notre sécurité sociale
par une taxe sur la consommation, uniquement sur les produits
qui le plus souvent, sont fabriqués par la machine »
(+ revenu de base inconditionnel pour tous)

LE VIVANT-EUROPE

électronique

N° 85 (mars 2011)

- Sommaire :
1. L'Europe hantée par le revenu de base :
liens vidéo - Dominique de Villepin
- Franck Margain Vice Président du PCD
(parti chrétien démocrate France)
- Le front-de-gauche Corinne-Morel-Darleux
- Film sur le revenu de base
 2. Extrait du MANIFESTE DE VIVANT (1999) Revenu de Base et liberté
 3. Atelier public université du luxembourg vendredi 1^{er} a avril 2011
 4. Communiqué de presse 2010-03 : le Forum revendique le référendum Paneuropeen

1. L'EUROPE EST HANTEE PAR LE REVENU DE BASE.

<http://www.creationmonetaire.info/2011/02/dominique-de-villepin-propose-le-revenu.html>

<http://www.creationmonetaire.info/2010/05/dividende-universel-interview-de-franck.html>

<http://www.creationmonetaire.info/2011/01/front-de-gauche-le-revenu-universel-en.html>

LE REVENU DE BASE

Une impulsion culturelle

Film-essai de Daniel Häni ert Enno Schmidt

Cliquer sur

www.revenudebase.org

Version française et allemande(1 h. 36 minutes)



2. REVENU DE BASE ET LIBERTÉ

Extrait du MANIFESTE DE VIVANT (1999)

L'Europe **est hantée**, hantée par le revenu de base. Dans les universités et au sein des syndicats, dans les partis politiques et dans les usines, dans les organisations de toutes les couleurs, chez les chômeurs et les artistes, toujours plus de gens se mettent en mouvement pour le revenu de base, toujours plus de gens en perçoivent le pouvoir formidable et la logique.

L'idée n'est pas neuve et n'est pas d'origine belge. Depuis plusieurs décennies déjà, l'idée fait son chemin et grimpe sur l'échelle des priorités des agendas politiques dans de plus en plus de pays. Jusqu'où? Cela dépend du degré de solidarité entre les gens et de leur tendance à vouloir simplifier les choses. Le "B.I.E.N." (Basic Income European Network = Réseau Européen pour le Revenu de Base) compte des membres dans plus de vingt pays, allant de l'Irlande, via la Scandinavie et le Benelux jusqu'en Autriche et en Italie. En dehors de l'Europe, l'idée est défendue jusqu'en Australie et en Nouvelle-Zélande. En Belgique, c'est sous le sigle de Vivant que se regroupent les supporters les plus fervents du revenu de base substantiel. Qu'est-ce qui motive ces gens? Pourquoi y attachent-ils tant d'importance? Quels sont les arrière-plans sur lesquels ils se profilent?

Aujourd'hui, l'aspiration à plus de liberté, plus de justice, plus de solidarité résonne de plus en plus fort. Il s'agit de créer un espace où l'individu pourra s'épanouir en toute liberté en tant qu'individu et en tant que membre de cette société. Le revenu de base est le déclic qu'il nous faut pour modifier nos habitudes de pensée et notre façon de vivre en société.

Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans d'autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendante de sa volonté

Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, Art. 25



3. ATELIER PUBLIC
Université du Luxembourg
Campus Limpertsberg, room BS003
Vendredi 1^{er} A avril 2011

Programme

13:00 Introduction par Prof. Rolf Tarrach, Recteur de l'Université du Luxembourg, et Prof. Pierre M. Picard (CREA).

13:10 Guest Lectures (en Anglais)

Prof. Philippe Van Parijs, sur "Le Revenu de Base".



Philippe Van Parijs est Professeur à l'Université Catholique de Louvain (UCL) et Visiting Professor at Harvard University. Auteur de "Real Freedom for All" (Oxford 1995), L'Allocation universelle (Paris 2005, avec Y. Vanderborght) et "Linguistic Justice for Europe and for the World" (Oxford 2011), il est co-fondateur du Basic Income Earth Network (BIEN) et siège à son conseil de direction.

Prof. Tony Atkinson, sur "Revenu de Base: Ethique, Economie, et Statistiques".



Tony Atkinson est Fellow of Nuffield College, Oxford, et Centennial Professor au LSE. Il est aujourd'hui membre du European Statistics Governance Advisory Board.

Auteur du livre "Public Economics in Action: The Basic Income/Flat Tax Proposal" (Oxford University Press, 1996), il créa une mesure des inégalités: l'index Atkinson. Ses études actuelles traitent des problèmes d'inégalité de revenus dans l'Union européenne.

Prof. Tito Boeri, sur "Immigration et Etat-Providence".



Tito Boeri est Professeur d'Economie à l'Université Bocconi et Directeur Scientifique de la Fondation Rodolfo Debenedetti.

Il travaille avec l'OCDE et comme consultant à la Commission Européenne, au Fonds Monétaire International, à la Banque Mondiale et au gouvernement italien.

Il a publié onze livres aux Oxford University Press, MIT Press et Princeton University Press (notamment "Immigration Policy and the Welfare System", 2002) et de nombreux articles dans des journaux scientifiques réputés.

15:40 Pause-café

16:00 Table Ronde (en Français) avec les Profs Van Parijs, Atkinson, Boeri ainsi que

Mr Robert Kieffer (Président de la Caisse Nationale d'Assurance)

Mr Serge Allegrezza (STATEC)

Mr Frédéric Berger (CEPS/INSTEAD)

Prof Pierre Picard (CREA/Université du Luxembourg)

Modération par Jürgen Stoldt

17:40 Conclusion et Drink

Description générale

Ce *workshop* a pour objectif de stimuler la réflexion au Luxembourg sur différentes problématiques liées aux inégalités de revenus, de richesses et d'opportunités d'emploi.

Pour ses défenseurs, l'allocation universelle est la "condition matérielle de la liberté". Cette idée n'est pas neuve, déjà le républicain français Robespierre (1792) disait:

"Quel est le premier objet de la société? C'est de maintenir les droits imprescriptibles de l'homme. Quel est le premier de ces droits? Celui d'exister. La première loi sociale est donc celle qui garantit à tous les membres de la société les moyens d'exister; toutes les autres sont subordonnées à celle-là."

Différents modèles d'implémentation d'une allocation universelle ont été proposés. Pour la plupart d'entre eux, l'allocation universelle doit être un moyen individuel d'existence inconditionnel, payé par l'Etat à chacun de ses membres ou résidents. Elle doit être indépendante non seulement du

statut social, de l'origine ethnique, de l'âge et du sexe de chaque personne, mais aussi de son statut de travailleur et de son désir de participer au marché du travail. Cette absence de conditionnalité est la condition matérielle de la liberté réelle.

Depuis Robespierre, l'allocation universelle a trouvé d'autres justifications morales et éthiques dans la pensée libérale de la théorie de la justice (voir Nozick, Sen, Rawls) et du "real-libertarianism" (voir Van Parijs). Bien qu'il existe une expérience moderne d'implémentation d'une allocation universelle en Alaska (menée à petite échelle, grâce aux revenus excédentaires permis par l'extraction de pétrole), peu de pays ont placé cette idée dans leur agenda politique.

Indépendamment des questions éthiques et morales, l'allocation universelle pose certaines questions qui font l'objet de l'étude des sciences économiques. Remettant en question à la fois les systèmes de sécurité sociale et de fiscalité, elle impliquerait de repenser l'ensemble des finances publiques.

En effet, l'allocation universelle se substituerait aux systèmes de pensions, de chômage, d'allocations familiales, de réductions d'impôts, des bourses d'études, etc., et, de ce fait, affecterait significativement les mécanismes de redistribution entre les différentes classes sociales de notre société.

Une telle réforme affecte aussi la participation des travailleurs au marché de l'emploi. Bien que l'allocation universelle soit susceptible de réduire les risques de pauvreté et de chômage, elle vise aussi à modifier le comportement des individus sur le marché du travail.

A l'instar de prestations de sécurité sociale généreuses, elle peut altérer l'attractivité du pays pour les immigrants. Ces effets peuvent poser des problèmes aux petits pays comme le Luxembourg.

Enfin, le débat sur l'allocation universelle a le mérite de rappeler à nos sociétés modernes que depuis l'Age des Lumières, le but ultime est de donner aux individus une plus grande « liberté réelle ». Mais cela met aussi en avant des questions relatives à la distribution des revenus, à la participation au marché du travail et, plus particulièrement pour les petits pays, celle du contrôle des flux migratoires. Telles sont les questions qui seront traitées dans le workshop.

4. COMMUNIQUÉ DE PRESSE 2010-03

SIÈGE SOCIAL

Square de Meeus, 25 - BE 1000 Bruxelles (Belgique)
Téléphone : + (32) 2 508 30 84 – Fax + (32) 2 508 30 89
<http://www.forum-civil-society.org>



Square de Meeus

**LE FORUM REVENDIQUE
LE REFERENDUM PANEUROPEEN**

Au terme des débats sur la nécessité d'un **PACTE SOCIÉTAL EUROPEEN** qui ont eu lieu le 6 décembre 2010 au Comité économique et social européen (CESE)¹, les participants se sont déclarés soucieux de donner substance à la volonté de "*poursuivre le processus créant une Union sans cesse plus étroite entre les peuples de l'Europe*" en initiant la réflexion sur les **BIENS & DROITS COLLECTIFS**. Pour ce faire, ils ont convenu des priorités suivantes :

1. **Revendiquer** à l'occasion de la modification ciblée du Traité voulue par les États membres, que soit instauré **un système de référendum paneuropéen** pour restituer du pouvoir aux citoyens européens dans l'élaboration et la promulgation des règles de leur VIVRE ENSEMBLE.

2. Proposer au **CESE** l'organisation d'une rencontre de la société civile européenne² en vue de préciser l'instrument politique le plus pertinent pour élaborer, adopter et mettre en oeuvre les politiques décrites dans le rapport intitulé **POUR UN PACTE SOCIÉTAL EUROPEEN**

3. Inviter l'**Université européenne de Florence** et le **Bureau des Conseillers politiques européens (BEPA)** à animer des groupes de réflexion au sein des sociétés civiles de tous les États membres sur les thèmes de la répartition des richesses, des droits et obligations citoyennes, de l'immigration et la démographie.

4. Inviter le **Mouvement européen international (MEI)** à mobiliser la Blogosphère et le Web pour travailler d'ici la Conférence des Nations Unies de 2012 à la mise en oeuvre des éléments d'un Pacte sociétal via les réseaux sociaux de l'Union européenne.

Bruxelles, le 11 décembre 2010.